

Vu le code général des impôts, notamment ses articles 1417-I bis et 1657-I bis ;

Vu le livre des procédures fiscales, notamment son article L. 152 ;
Vu la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;

Vu la loi n° 97-1164 du 19 décembre 1997 de financement de la sécurité sociale pour 1998 ;

Vu le décret n° 78-774 du 17 juillet 1978 modifié pris pour l'application de la loi du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;

Vu l'arrêté du 28 avril 1987 relatif à la création d'un traitement informatisé de simplification de la gestion des informations de recoupement, ensemble les textes qui l'ont modifié ;

Vu la lettre de la Commission nationale de l'informatique et des libertés en date du 25 juillet 2000 et portant le numéro 002918,

Arrête :

Art. 1^{er}. – L'article 7 de l'arrêté du 28 avril 1987 susvisé est remplacé par les dispositions suivantes :

« Sont destinataires des informations traitées, à l'exclusion du numéro d'inscription au répertoire national d'identification des personnes physiques, dans le cadre de leurs attributions :

- au sein de la direction générale des impôts, les agents habilités des services chargés des missions d'assiette, de contrôle et de recouvrement des impôts, droits, taxes et redevances prévus par le code général des impôts ;
- au sein de la direction de la comptabilité publique, les agents habilités des services chargés du recouvrement.

Sont en outre destinataires de certaines informations contenues dans le fichier de taxation à l'impôt sur le revenu, pour l'année N – 1 :

- les agents habilités des caisses d'allocations familiales. Ceux-ci sont destinataires d'informations issues de la déclaration de revenus et relatives aux personnes dont les revenus sont pris en compte pour l'attribution de prestations sous condition de ressources, notamment du numéro d'ordre du traitement de l'imposition et du numéro de son rôle d'émission ;
- les agents habilités des organismes gestionnaires des retraites du régime général de sécurité sociale. Ceux-ci sont destinataires, pour chaque pensionné du régime général, des informations visées au dernier alinéa permettant la détermination du taux de la contribution sociale généralisée et de la cotisation d'assurance maladie ;
- les agents habilités des caisses de la mutualité sociale agricole. Ceux-ci sont destinataires, pour chacun de leur pensionné de retraite et d'invalidité, des informations visées au dernier alinéa permettant la détermination du taux de la contribution sociale généralisée.

Les informations transmises pour la détermination des taux de cotisations sont, pour l'année N – 1 ou, à défaut, pour l'année N – 2, les suivantes :

- code imposable ou non imposable au sens de l'article 1417-I bis du code général des impôts ;
- code imposable ou non imposable au sens de l'article 1657-I bis du code précité ;
- le numéro d'ordre du traitement de l'imposition et le numéro de son rôle d'émission. »

Art. 2. – L'arrêté du 3 août 2000 modifiant l'arrêté du 28 avril 1987 relatif à la création d'un traitement informatisé de simplification de la gestion des informations de recoupement est abrogé.

Art. 3. – Le directeur général des impôts est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 4 octobre 2000.

Pour le ministre et par délégation :
Le directeur général des impôts,
F. VILLEROY DE GALHAU

Arrêté du 4 octobre 2000 modifiant l'arrêté du 27 août 1987 concernant certains produits azotés utilisés dans l'alimentation des animaux

NOR : ECOC0000103A

Le ministre de l'agriculture et de la pêche et la secrétaire d'Etat aux petites et moyennes entreprises, au commerce, à l'artisanat et à la consommation,

Vu la directive 82/471/CEE du Conseil des Communautés européennes du 30 juin 1982 concernant certains produits azotés utilisés

dans l'alimentation des animaux, modifiée notamment par la directive 95/69/CE du Conseil du 22 décembre 1995, la directive 96/25/CE du Conseil du 29 avril 1996 et la directive 1999/20 du Conseil du 22 mars 1999 ;

Vu le code de la consommation, notamment son article L. 214-1 ;

Vu le décret n° 86-1037 du 15 septembre 1986 modifié portant application de la loi du 1^{er} août 1905 en matière de produits ou de services en ce qui concerne la commercialisation des produits et substances destinés à l'alimentation animale, et notamment ses articles 10 (f) et 18 ;

Vu l'arrêté du 27 août 1987 modifié concernant certains produits azotés utilisés dans l'alimentation des animaux ;

Vu l'avis de l'Agence française de sécurité sanitaire des aliments en date du 6 juillet 2000,

Arrêtent :

Art. 1^{er}. – A l'annexe de l'arrêté du 27 août 1987 susvisé, dans la colonne 7 « Dispositions particulières », les déclarations à porter sur l'étiquette ou l'emballage des produits suivants :

- produits protéiques obtenus à partir des micro-organismes appartenant au groupe des bactéries, levures, excepté les levures cultivées sur substrats d'origine animale ou végétale, algues, champignons inférieurs (1.1.1, 1.1.2.1, 1.1.2.2, 1.1.3, 1.4.1) ;
 - coproduits de la fabrication d'acides aminés par fermentation (2.3.1, 2.3.2) ;
 - acides aminés et leurs sels (3.1.1, 3.1.2, 3.1.3, 3.1.4, 3.1.5, 3.2.1, 3.2.2, 3.2.3, 3.2.4, 3.2.5, 3.2.6, 3.2.7, 3.3.1, 3.4.1, 3.4.2) ;
 - analogues hydroxylés des acides aminés (4.1.1, 4.1.2),
- sont complétées par un tiret ainsi rédigé :
« – le numéro d'agrément ».

Art. 2. – Les dispositions de l'article 1^{er} du présent arrêté sont applicables à partir du 1^{er} avril 2001.

Art. 3. – Le directeur général de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes et la directrice générale de l'alimentation sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 4 octobre 2000.

Le ministre de l'agriculture et de la pêche,
Pour le ministre et par délégation,

La directrice générale de l'alimentation,
C. GESLAIN-LANÉELLE

La secrétaire d'Etat
aux petites et moyennes entreprises,
au commerce, à l'artisanat
et à la consommation,

Pour la secrétaire d'Etat et par délégation :

Par empêchement du directeur général
de la concurrence, de la consommation
et de la répression des fraudes :

Le chef de service,
P. GABRIÉ

Arrêté du 4 octobre 2000 modifiant l'arrêté du 16 mars 1989 portant application du décret n° 86-1037 du 15 septembre 1986 relatif à la commercialisation des produits et substances destinés à l'alimentation animale

NOR : ECOC0000104A

Le ministre de l'agriculture et de la pêche et la secrétaire d'Etat aux petites et moyennes entreprises, au commerce, à l'artisanat et à la consommation,

Vu la décision de la Commission du 5 avril 2000 modifiant la décision 91/516/CEE de la Commission fixant la liste des ingrédients dont l'utilisation est interdite dans les aliments composés pour animaux ;

Vu la directive 96/24/CE du Conseil des Communautés européennes du 29 avril 1996 modifiant la directive 79/373/CEE concernant la commercialisation des aliments composés pour animaux ;

Vu la directive 96/25/CE du Conseil du 29 avril 1996 concernant la circulation des matières premières pour aliments des animaux, modifiant les directives 70/524/CEE, 74/63/CEE, 82/471/CEE et 93/74/CEE et abrogeant la directive 77/101/CEE, modifiée par la directive 98/67/CE de la Commission du 7 septembre 1998 ;

Vu le code de la consommation, notamment son article L. 214-1 ;
Vu l'article L. 921-1 du code rural ;